

LE FIL DU POLITIQUE

Compte tenu de ce qu'a été jusqu'alors la campagne pour l'élection présidentielle, commence à se profiler un scénario inquiétant : celui d'un président de la République élu, mais perçu comme illégitime par une part importante des Français.

Le phénomène n'est ni nouveau, ni spécifiquement français. Mais il oblige à prendre acte de l'épuisement d'un principe qui a fondé la démocratie représentative : le pouvoir est légitime parce qu'il est établi sur le vote majoritaire, censé incarner la volonté générale. Certes, ce principe relève moins d'une réalité tangible que d'une fiction démocratique, régulièrement fragilisée au cours de l'histoire de nos systèmes politiques. Ces dernières années, le phénomène de polarisation de nombreuses sociétés et la difficulté croissante d'y bâtir un consensus politique ont encore affaibli la croyance selon laquelle un président ou un chef de gouvernement, élu par une courte majorité, pourrait incarner une quelconque volonté générale.

En France, la présidentielle reste un moment de politisation intense. Mais d'exceptionnel par sa capacité à rythmer notre vie publique, il est devenu pathologique. Désinvesti par des électeurs qui s'y intéressent de moins en moins, il est dans le même temps surjoué par des candidats qui, tous, réinterprètent la partition d'une hyper-présidentialisation devenue caricaturale. Tout ce qui, dans la Constitution de la V^e République, contre-balançait le pouvoir présidentiel (le décalage des calendriers présidentiel et parlementaire et la possibilité de la cohabitation, le recours régulier au référendum) n'a plus cours. Les présidents omniprésents nous ont

fait oublier que c'est le gouvernement qui « *détermine et conduit la politique de la Nation* ». Nous assistons à la pantomime sans y croire, le bulletin glissé dans l'urne déjà lesté du désenchantement à venir, tandis que, pour une part croissante de l'électorat, la figure providentielle tend à se confondre avec celle du chef, que promettent d'incarner des candidats d'extrême droite.

Cela fait longtemps que monte, de différents horizons politiques, l'idée d'une nécessaire réforme des institutions, pour raviver une vitalité et une confiance démocratiques perdues. De l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives à la constitution d'une VI^e République, différents ouvrages pourraient être remis sur le métier. Pourtant, on en reste aux déclarations d'intention, au point que la « réforme des institutions » fait désormais figure de serpent de mer. Mais ce serpent se mord la queue : parce qu'il faut être légitime pour changer les institutions, il faut d'abord passer par le chas de l'élection présidentielle, et donc jouer le jeu d'un régime à bout de souffle.

On connaît les voies possibles pour renouveler la légitimité du politique en régime démocratique. La première voie est celle de la démultiplication des sources de la légitimité. Les années 1980 et 1990 ont été riches de réflexions en théorie politique sur le rôle des autorités indépendantes et

Faut-il attendre, pour que nos dirigeants prennent au sérieux l'effondrement de la croyance dans les institutions représentatives, que s'enclenche un cycle de violence ?

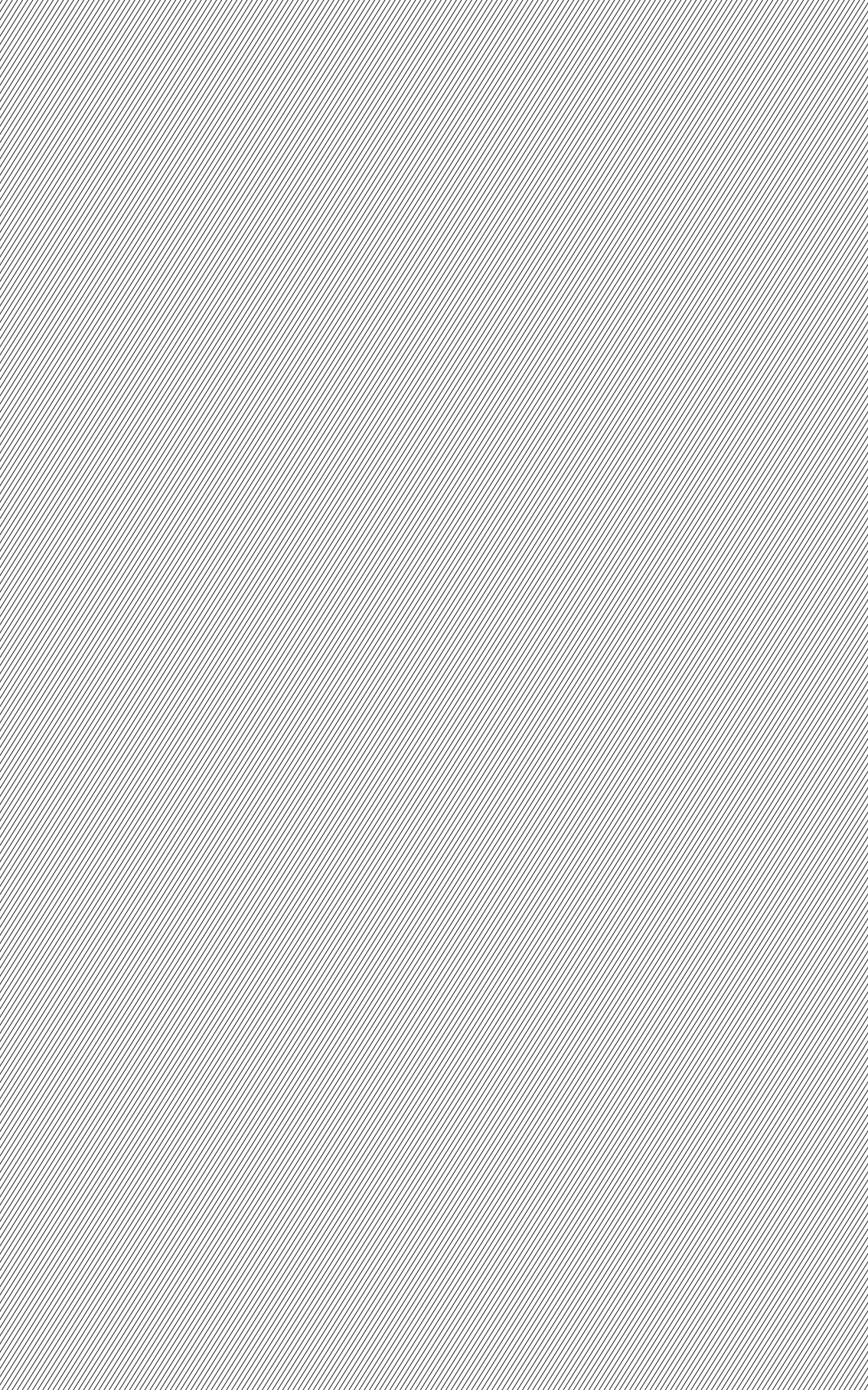
des cours constitutionnelles, comme lieux où peut s'exercer un contrôle social des responsables politiques. Pourtant, ces institutions ont du mal à être reconnues comme participant pleinement de l'ordre démocratique. Les débats qui ont rythmé cette campagne autour de la notion de souveraineté, entendue comme un pouvoir unilatéral de décision, en témoignent. La seconde voie serait celle d'un élargissement des formes de participation et de délibération, au-delà du seul vote. Du mouvement des

jeunes pour le climat à celui des Gilets jaunes, les demandes d'autres modes de participation à la chose publique ne cessent de se multiplier. Mais ni le grand débat national ni la convention citoyenne sur le climat n'ont permis de donner corps à celles-ci. La participation reste pensée comme un face-à-face entre le pouvoir et les citoyens, abolissant les médiations institutionnelles qu'elle devrait au contraire enrichir. Faut-il attendre, pour que nos dirigeants prennent au sérieux l'effondrement de

la croyance dans les institutions représentatives, que s'enclenche un cycle de violence politique et sociale – dont les Gilets jaunes n'ont été que les prémices –, marchepied d'un pouvoir autoritaire, qui s'embarrassera moins de la question de sa légitimité?

Une expression s'est banalisée au cours des derniers quinquennats, celle de « président mal élu ». Quoi qu'elle désigne précisément, elle doit nous mettre mal à l'aise, car elle nous installe dans une dangereuse indétermination : que peut faire ou ne pas faire un président « mal élu » ? Et que peut-on en attendre ? Cette seule question souligne l'urgence qu'il y a à élargir enfin le chas de l'aiguille, par lequel passe le fil de nos aspirations politiques. Sans attendre que se fasse jour, autrement plus menaçante, une brèche dans nos institutions démocratiques.

Esprit



À
PLUSIEURS
VOIX

LE SPECTRE DE LA GUERRE DANS LES BALKANS

François Crémieux

Ceux qui ont l'âge d'avoir suivi le siège de Sarajevo en direct entre 1992 et 1996 ont souvent confondu qui était qui, qui luttait pour quoi, quelle ville se trouvait où et laquelle de Vukovar, Mostar ou Mitrovica était en Croatie, en Bosnie ou au Kosovo. Peu ont compris pourquoi les Kosovars albanais ne revendiquaient pas une « grande Albanie » mais leur indépendance, ni comment la Bosnie-Herzégovine pouvait être un État fédéral, lui-même constitué de la fédération de Bosnie-Herzégovine et de la République serbe. Et savoir que ce fut le général Jovan Divjak, un militaire serbe de culture orthodoxe, qui commanda la résistance du siège de Sarajevo à la tête d'une armée principalement constituée de jeunes Bosniaques, majoritairement de culture musulmane, a pu finir de semer la confusion.

De notre difficulté à comprendre ces Balkans naît une grande inquiétude au moment où le leader nationaliste Milorad Dodik se reprend à faire

défiler forces de police et paramilitaires pour célébrer l'anniversaire de cette République serbe à Banja Luka. Cette inquiétude est celle de voir se rejouer l'histoire : que, par la trajectoire longue des histoires des peuples et à l'occasion de nouvelles circonstances historiques, d'autres enchaînements puissent mener aux mêmes affrontements.

Les bottes des policiers et paramilitaires serbes ou russes nous rappellent d'abord la fragilité de cette mauvaise fin de guerre en Bosnie. Les accords de Dayton du 14 décembre 1995, qui mirent fin à cette guerre après le massacre de Srebrenica, auguraient mal d'une véritable paix, signés par ceux-là mêmes qui avaient mené les combats et parfois massacré par milliers. Les diplomaties occidentales avaient manqué pour le moins de discernement ou de courage en réunissant autour de la table des négociations, sur un pied d'égalité, agresseurs et victimes, ramenés au même statut de belligérants, sans véritable perspective de justice, donc de réconciliation. Quatre ans après ces accords de paix, il y eut encore l'invasion du Kosovo par la Serbie en 1999. Malgré une justice qui finit par venir très tardivement, avec de nombreuses condamnations pour crime de guerre ou génocide, on comprend qu'il ait fallu du temps aux habitants de Sarajevo après ce très long siège, aux femmes de Srebrenica

qui avaient perdu 8 000 hommes ou aux Albanais de Mitrovica, pour se laisser aller à espérer qu'à défaut de paix, peut-être au moins ces guerres étaient-elles terminées. Au point que certains doutent encore et que si, pour un jeune Français, une nouvelle guerre dans les Balkans serait une surprise, peu aux terrasses de Sarajevo ou alentour, même vingt-cinq ans après, diraient leur étonnement.

Le pessimisme des Sarajéviens, qui craignent que cette mauvaise paix ne puisse un jour ramener la guerre, fait écho à l'enthousiasme de nombreux nationalistes, convaincus qu'une bataille perdue ne dit jamais rien des vainqueurs ou vaincus de la guerre. En effet, du monde balkanique il nous faut aussi comprendre un certain rapport à l'histoire. Milosevic, le leader de la Serbie de la fin des années 1980, avait ravivé la flamme nationaliste et déclenché le chaos avec un discours de célébration de la défaite serbe de Kosovo Polje face aux armées ottomanes en 1389, érigée en acte héroïque de résistance. Comme si les guerres de la fin du ^{xx}e siècle n'avaient été que le prolongement d'un combat de six cents ans, avec ses nouvelles victoires et défaites. Autrement dit, pour ces nationalistes qui défilent en ce début d'année 2022, l'histoire poursuit son cours millénaire, sans rupture, et une autre guerre ne serait qu'une nouvelle bataille.

Enfin, rappelons que les guerres balkaniques récentes n'ont pas commencé en 1989 pour des raisons seulement yougoslaves, et qu'elles ne se sont terminées par la seule volonté des nouvelles républiques issues de l'éclatement de l'héritage de Tito. Elles sont aussi nées de l'instrumentalisation réciproque des nationalismes internes et des rivalités européennes, comme du rapport de forces entre États-Unis et Russie en Europe centrale.

**La démonstration
de force organisée
par le leader serbe
à Banja Luka
le 9 janvier 2022
est une provocation
politique à la face
de l'Europe.**

C'est bien pourquoi la conjoncture actuelle est si préoccupante. Si les combats ont cessé à l'aube de ce siècle, en Bosnie puis au Kosovo, grâce à l'alliance des dirigeants européens et américains, la guerre pourrait renaître de ces braises mal éteintes par la faiblesse des mêmes dirigeants et l'envie des nationalistes de la région de reprendre les batailles là où ils considèrent avoir été contraints au cessez-le-feu.

La démonstration de force organisée par le leader serbe à Banja Luka